



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article1219>

# Communiqué de presse conjoint : Non au chantage politique et au retour de la terreur !



- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Communiqués, déclarations ... -  
Date de mise en ligne : dimanche 26 octobre 2008

---

Union des Forces de Progrès

---

Depuis la prise de pouvoir par la junte militaire, les citoyens mauritaniens voient leur espace de liberté se réduire de jour en jour, sur fond de répression et d'intimidation, même dans les lieux de travail. La télévision nationale, à l'instar des autres médias publics, travaille sous le contrôle étroit de la junte, au mépris des exigences élémentaires du pluralisme. Les émissions sont soigneusement filtrées et seuls les débats versant au profit du HCE sont acceptés.

De manière insidieuse, la dictature est de retour, avec son cortège d'interpellations et d'intimidations par une nuée d'agents de renseignement déguisés en civil. Des hommes politiques sont arrêtés sans aucune considération. Conduits devant la justice, ils se font menacer de poursuites s'ils n'acceptent de se rétracter publiquement devant les médias. D'autres leaders sont sur la sellette, pour délit d'opinion.

Relayé par des journaux de la place, le pouvoir du HCE accentue la pression sur ces personnalités, confisquant les passeports diplomatiques et multipliant les entraves aux libertés publiques. Ceux qui sont en train de brader le pays, veulent, à l'évidence, que les dessous des cartes ne soient pas dévoilés, ni connus de l'opinion.

Où étaient, en effet, les officiers putschistes durant les 24 ans du règne de Maaouiya Ould Taya, qui a conduit à la balkanisation et à la somalisation (comme disent certains) du pays ? Où étaient-ils, après l'organisation des élections démocratiques, en 2006/2007 ? Pourquoi sont-ils revenus sur les engagements pris devant la Communauté internationale, lors de la transition qu'ils avaient initiée ?

Depuis le retour des militaires au pouvoir, les personnalités les plus véreuses de la République tiennent le haut du pavé, s'efforçant de créer une psychose chez la population, qu'elles essaient d'abuser par la manipulation machiavélique de la justice, pour lui faire assumer un rôle qui n'est pas le sien.

La société civile, particulièrement les organisations de défense de droits de l'Homme, doit s'ériger contre cette politique du chantage et de l'humiliation, qui dénote d'un esprit anti-démocratique. A cet effet, l'Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH), SOS-Esclaves et l'Association des Femmes Chef de Famille (AFCF) :

Dénoncent la procédure judiciaire initiée à l'encontre de monsieur Isselmou Ould Abdel Qader, ancien ministre et exigent qu'elle soit annulée, pour défaut de base légale, conformément au principe « pas de crime sans texte » ;

- ▶ Exigent qu'il soit mis un terme à la campagne de harcèlement et au chantage contre les leaders politiques, les ministres du gouvernement de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi et les autres citoyens qui souhaitent exprimer leur opinion ;
- ▶ Exigent le rétablissement du directeur général de la télévision nationale dans ses fonctions, limogé pour avoir cru que la liberté d'expression était encore garantie malgré le putsch.

L'AMDH, SOS Esclaves et l'AFCF prennent à témoin l'opinion nationale et internationale et mettent en garde la junte militaire contre toute tentation de museler les libertés publiques.

*Association Mauritanienne des Droits de l'Homme Présidente Me Fatimata M'Baye*

*Association des Femmes Chefs Familles Présidente Aminetou Mint Ely*

# **Communiqué de presse conjoint : Non au chantage politique et au retour de la terreur !**

---

*SOS-Esclaves Président Boubacar MESSAOUD*